

# **Echec de l'AKP, succès du HDP - Les élections en Turquie, un grand bol d'air frais !**

samedi 13 juin 2015, par [ONGUN Emre](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juin 2015).

## Sommaire

- [Le HDP, un Syriza de Turquie ?](#)
- [Comment en est-on arrivé là ?](#)
- [Les résultats et la traduction](#)
- [Et maintenant ?](#)

Les résultats des élections législatives en Turquie sont un grand bol d'air frais politique. L'échec de l'AKP et le succès du HDP (Halkların Demokratik Partisi, Parti Démocratique des Peuples) ont été abondamment commentés dans les medias. Ce n'est que justice tant ces résultats constituent une heureuse surprise et contribuent à reconfigurer le paysage politique grâce notamment à une campagne militante de masse et de qualité de la part du HDP et de ses soutiens.

Ce succès prend encore plus de relief en tenant compte du contexte de la campagne. Si le régime turc n'est pas une dictature au sens strict, il n'en est pas pourtant un régime démocratique parlementaire bourgeois. Il s'agit d'un parlementarisme autoritaire où l'existence d'élections concurrentielles n'empêche pas la répression judiciaire et policière de différentes formes de mobilisations sociales. Depuis qu'il est au pouvoir, après une fugace parenthèse « libérale », l'AKP s'enfonce de plus en plus dans l'autoritarisme tout en accaparant tous les leviers de l'appareil de l'Etat.

Les campagnes électorales se déroulent dans des conditions extrêmement injustes (incomparablement plus que dans un régime bourgeois-démocratique), en particulier pour l'accès aux médias. Cet aspect s'est encore plus renforcé lors de cette dernière campagne : nombreuses tentatives de fraude, dont une bonne partie a été déjouée par une vigilance de masse, et surtout des actes de violence touchant les militants et les locaux du HDP. Cela a culminé avec l'assassinat d'un militant à Bingöl, dont le corps a été criblé de 30 balles, puis les explosions moins de 48 heures avant le scrutin lors du grand meeting final d'Amed (Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie) qui ont coûté la vie à 3 personnes et des centaines de blessés dont certains très gravement atteints. Il ne faut jamais oublier ces conditions pour comprendre l'ampleur du tremblement de terre que constitue ces 13,1 %.

## **Le HDP, un Syriza de Turquie ?**

Avant d'analyser les résultats proprement dit et les dynamiques sociales et politiques en cours, il est nécessaire de présenter ce qu'est le HDP.

Par certains aspects, le rapprochement avec Syriza a un sens. D'abord, avec un porte-parole

quadragénaire et attirant la sympathie. La presse bourgeoise a beaucoup insisté sur l'importance de Selahattin Demirtaş, il y a une part de vérité à cela. Toutefois, même son profil pointe les différences de contexte. Demirtaş est issu d'une minorité nationale contrairement à Tsipras et Iglesias. Cet avocat et ancien responsable de l'antenne locale de l'Association des Droits de l'Homme d'Amed, fils d'une famille modeste d'origine Zaza (c'est-à-dire une minorité au sein des kurdes), est un orateur et débateur remarquable, armé d'un humour faisant souvent mouche et n'hésitant pas à chanter en jouant du saz. Et si la référence politique ultime pour toute la mouvance PKK est Abdullah Öcalan (« Apo » diminutif d'Abdullah), leader historique emprisonné du PKK, « Selo » (diminutif de Selahattin) a une existence politique propre. Néanmoins, pour une analyse du HDP, il faut aller plus loin qu'un rapprochement hâtif Tsipras-Iglesias-Demirtaş.

D'autre part, le HDP résulte également d'un processus de recomposition partielle dans la gauche radicale qui sont parvenues à devenir des alternatives politiques apparaissant sur « la gauche » du spectre politique et à partir d'organisations politiques déjà existantes (pas comme Podemos donc)...

Le HDP trouve ses racines dans le Congrès Démocratique des Peuples (HDK), qui n'était pas un parti en tant que tel mais résultait de la volonté de présenter des candidatures communes aux partis de la mouvance kurde PKK (et l'un des nombreux avatars successifs de son aile politique, le BDP, Parti de la Paix et de la Démocratie) et différents groupes de gauche radicale, féministes, LGBTI, syndicalistes, de minorités... Ces candidatures étaient individuelles pour contourner le seuil des 10 % (les candidats « indépendants » de partis n'y sont pas soumis). Cela avait abouti à l'élection de 35 députés.

Le HDP fut fondé fin en 2012 en tant que continuation politique du HDK. En raison des lois rigides sur le fonctionnement des partis en Turquie, une gymnastique légale de « transferts » de direction et de députés a été nécessaire. Au final, politiquement, le HDP est l'organisation associant la mouvance PKK hors Kurdistan de Turquie (et qui reste sa colonne vertébrale) à la gauche radicale (les organisations se situant dans le HDK ne se sont pas dissous pour autant) et a pour parti « frère » le DBP (Demokratik Bölgeler Partisi, parti des Régions Démocratiques) continuité du BDP dans le Kurdistan de Turquie. Le HDP et le BDP agissent de concert pour les élections nationales (présidentielle ou législative). Outre ces composantes, le HDP comprend également des « démocrates de gauche » (tel que le député cinéaste-acteur Sırrı Süreyya Önder) ou des représentants de l'aile gauche de différents secteurs (avocats, ingénieurs, architectes...). Outre ces différentes composantes, la grande majorité de la gauche radicale, qui ne fait pas partie du HDP, l'a activement soutenu durant la campagne.

Mais le HDP n'est pas que cette jonction et diffère en cela de Syriza. Il comprend également une aile droite kurde qui n'a rejoint l'aile politique de la mouvance PKK que tardivement et y représente la sensibilité « kurde conservatrice », tel qu'Altan Tan, ou des personnalités kurdes qui sont passés par l'AKP et en sont sorties, déçues par la dérive autoritaire-nationaliste de ce parti, tel que l'ancien vice-président de l'AKP et homme d'affaires trouble, Dengir Mir Mehmet Fırat. Ces personnalités ne constituent pas une fraction du HDP mais représentent un courant qui a une audience et dont le poids constitue un enjeu pour le futur. Les deux avaient des places « garanties » si le seuil de 10% était atteint et ont été élus. Il existe également des transfuges du CHP mais en nombre bien plus limité, le principal est le politicien Celal Doğan, ancien maire, député et président du club de football de Gaziantep, tête de liste et élu dans ce département. Avec des profils bien différents de non professionnels de la politique, le HDP a également mobilisé certains secteurs militants de l'islam politique démocrate antinationaliste. La figure de proue en est Hüda Kaya, militante portant un foulard et du droit de porter le foulard à l'université, emprisonnée pour cela en 1998-1999 (elle, ainsi que ses trois filles). Elle s'orienta vers le pacifisme et se rapprocha du mouvement kurde. Elle est membre du Conseil du Congrès de l'Islam Démocratique, du comité central du HDP et sera une des deux députés du HDP portant un foulard.

Il ne faut pas croire que cet attelage se fasse sans grincements. Ainsi, peu de temps avant le dépôt des listes, Altan Tan se plaignit de la composition de celles-ci en déclarant à la presse « *dans les propositions de listes qui passent, il y a trop de marxistes et de socialistes. Je pense que cela ne nous servira pas.* ». Le fait que le HDP a obtenu 13% avec des listes qui n'ont que peu changé depuis cet avis est un élément positif de ce point de vu également.

Ce qui rend la coexistence de tout de ces courants malgré tout possible est la question kurde/démocratique qui joue évidemment un rôle central dans le positionnement du HDP. L'identité du HDP est d'être le parti de l'égalité pour les Kurdes et celui de « la paix » contre le refus de l'AKP d'avancer sur la voie de la reconnaissance d'une forme d'autonomie culturelle et territoriale pour les Kurdes.

La question kurde, celle d'une minorité nationale, est structurante et suffit à rendre l'assimilation Syriza-HDP inopérante. Or, cela la situation peut être unique, le HDP a développé une orientation politique généraliste débordant largement la question nationale kurde à partir d'un positionnement global contre l'exploitation et pour l'égalité. Ainsi, si parler de « Syriza turc (et surtout kurde !) » ne permet pas une bonne compréhension, il faut noter que le programme du HDP et ses thèmes de campagne se rapprochent d'un profil de gauche.

Outre la résolution politique de la question kurde et le combat pour l'égalité, les statuts du HDP expriment dans un langage de réformisme conséquent la défense des droits des travailleurs et la défense de la nature contre le capitalisme. Ces thématiques se retrouvent largement dans le discours de son candidat aux présidentielles et co-président Selahattin Demirtaş. Bien entendu, il existe des éléments contraires à cette approche, notamment à travers l'existence d'une aile droite clairement capitaliste, mais ce n'est pas celle-ci qui polarise l'orientation globale du HDP en général.

Cela se retrouve également pour la défense des minorités religieuses... Demirtaş a de multiples fois dénoncé l'obligation de cours de religion (sunnite) à l'école publique comme une oppression envers les non-sunnites et a défendu le démantèlement de la Direction des Affaires religieuses, instance pro-sunnite devenue une machine de guerre pro-AKP pour le remplacer par un « service public des croyances ». Figure aussi dans le discours du HDP la défense des LGBTI dont la défense et le droit à l'égalité sont inscrites dans les statuts du parti et se retrouvent dans son matériel. Cette dimension s'est inégalement retrouvée sur les listes présentées par le HDP, accordant une grande place à des candidats issus de minorités (alevis, yézidi et arménien élus, le HDP a également annoncé vouloir la reconnaissance du génocide arménien par l'Etat). En revanche, aucun militant LGBTI n'était en place éligible.

Enfin, le discours féministe occupe une grande place dans le discours du HDP. Ses instances de direction sont paritaires. Par exemple, S.Demirtaş a pour co-présidente, une femme, Figen Üstündağ issue de l'ESP (Ezilenlerin Sosyalist Partisi, Parti Socialiste des Opprimés, aile politique légale du Parti Marxiste-Léniniste Communiste de la tradition « hoxhaïste » ). 40 % des député-es qui viennent d'être élu-es sont des femmes, une proportion nettement au-dessus des autres partis. Ce féminisme s'insère dans une démarche visant à lever toute opposition entre femmes portant ou non un foulard. Outre les candidatures de femmes portant un foulard, cet aspect a été ostensiblement mis en scène dans la vidéo de campagne.

## **Comment en est-on arrivé là ?**

Quatre éléments peuvent être considérés comme déterminants pour comprendre l'évolution actuelle.

### **A) Le mouvement de masse démocratique dit « de Gezi » de juin 2013**

Des aspects du score du HDP sont des effets différés du mouvement démocratique de masse de juin 2013. Plusieurs textes ont décrit ces mobilisations de masse de la jeunesse dans les grandes villes. L'élément important à retenir est que ces mobilisations n'ont pas mordu sur la clientèle de l'AKP, en particulier les masses laborieuses conservatrices turques, mais ont déplacé une partie significative de l'opposition à Erdoğan sur des bases démocratiques au lieu d'un « apolitisme » nationaliste « bon teint ». L'expérience d'une mobilisation de rue pour des pans de la population qui n'y avaient pas eu recours et l'entrée en scène d'une génération, l'expérience de la violente répression policière, l'absurdité de l'arbitraire, les mensonges éhontés des médias ont participé à cette démocratisation de l'opposition et une plus grande ouverture à la question kurde. Le « mur de la peur » était ainsi tombé.

## **B) La crise du capitalisme et ses premiers effets significatifs sur les ouvriers**

Depuis le début des années 2000, la Turquie a connu une croissance et une accumulation de capital inédites, basées sur l'exportation. Certaines bases du capitalisme turc sont solides : des infrastructures significatives et surtout, un prolétariat relativement bon marché et bien formé. Mais cet « âge d'or » était également le résultat d'un surrégime et d'une fuite en avant financière, après la fin du « dollar pas cher ». Or, aujourd'hui, tous les signaux économiques virent à l'orange foncé : la croissance qui était de 9 % par an récemment est descendue à près de 2 %. Environ 40 % de la dette extérieure est composée de prêts à court-terme, c'est-à-dire un bâton de dynamite à mèche courte. La fuite en avant autoritaire d'Erdoğan est allée de pair avec une fuite en avant économique. La crise économique prend de l'ampleur, malgré la faiblesse de la protection sociale, le chômage est d'ampleur. Les dettes des ménages s'accroissent, la vie est souvent à crédit.

Dans cette période de repli après l'expansion, il faut revenir sur un événement majeur qui a eu lieu juste avant les élections : la grève de masse dans l'automobile dans la zone de Bursa, c'est-à-dire dans un secteur stratégique du développement de l'économie turque. Suite à la signature d'une convention collective défavorable par le syndicat Türk Metal, en réalité inféodé au patronat, une grève « non autorisée » a éclaté à l'usine Renault puis s'est développée comme une trainée de poudre dans les usines d'autres fabricants. Elle fut massive, 12.000 grévistes sur la ville, et suivie par l'écrasante majorité des ouvriers, sans quoi elle n'aurait pu exister. Malgré les menaces de l'Etat et des directions, les ouvriers ont globalement gagné sur l'essentiel des revendications, non seulement l'absence de licenciement et les augmentations égalitaires de salaires mais aussi le droit de désigner leurs représentants à la place du syndicat « vendu ».

Cette victoire a été un remarquable premier pas en avant... mais pas plus. L'horizon des ouvriers s'est limité à l'usine. Les accords ont été signés séparément à l'échelle de chaque entreprise. Il n'y eut pas de manifestations communes des ouvriers en grève à Bursa. Au contraire, les portes des usines sont restées closes aux délégations militantes de gauche radicale considérées avec méfiance, sinon comme des terroristes. A brève échéance, cette victoire ne s'accompagnera d'aucune évolution significative de ces secteurs vers la constitution d'un mouvement ouvrier. En effet, ce premier pas a montré la force de l'action commune autonome aux ouvriers mais la question politique ni même syndical n'a eu à être résolue : les ouvriers ont lutté et gagné à l'échelle de l'usine. Cela n'a été possible que parce que, confronté à un mouvement de masse dans un pays où ils ont pu et peuvent toujours dégager une plus-value significative, les directions des multinationales (Renault, Hyundai, Ford) ont pu lâcher du lest. Mais ce qui a été possible une fois, sera plus compliqué dès lors que la marge de progression des salaires a forcément diminué et que les directions seront plus difficilement surprises. La question de la coordination au-delà de l'usine et donc, in fine, la question politique se posera à ces ouvriers et à d'autres.

## **C) L'incapacité à faire face à la question kurde**

Dans ce contexte de crise économique rampante, la question nationale kurde qui existe depuis la fondation de la Turquie, attise d'une manière intolérable les contradictions dans la bourgeoisie. Le mouvement de libération kurde est là et ne disparaîtra pas, c'est désormais rentré dans la tête de l'ensemble des dirigeants bourgeois turcs. La question kurde est un poids intolérable alors que jamais autant n'a été en jeu pour les capitalistes. Elle devrait donc être réglée... Mais dans le même temps, le secteur de la bourgeoisie qui s'identifie le plus à l'AKP, les patrons de PME enrichis par la dernière décennie exportatrice, sont incapables de formuler un projet démocratique et tournent en rond. Leur meilleur symbole est Erdoğan, ouvrant des négociations à contrecœur mais sans aucune continuité et tout en continuant à réprimer, cela malgré la réelle modération des revendications kurdes.

#### **D) Le naufrage international d'Erdoğan**

Erdoğan a voulu contourner ces difficultés en passant par l'international. Après le soutien à l'Armée Libre Syrienne contre Al-Assad, il est passé au jeu dangereux d'une indulgence coupable envers Al-Nosra, puis Etat islamique. Il s'agissait de faire d'une pierre plusieurs coups : affaiblir le régime d'Al-Assad pour que y faire main basse et, surtout pour l'affaiblissement du PKK par l'EI afin qu'Erdoğan impose sa solution. Mais ce jeu était, de loin, au-delà des ressources du gouvernement turc. Au final, il a été complètement isolé internationalement en ayant le rôle peu enviable de chef d'Etat allié informel de l'EI, essuyant humiliation diplomatique sur humiliation diplomatique. Dans le même temps au contraire, le PKK et ses organisations sœurs repoussaient héroïquement l'EI à Aïn al-Arab/Kobanê et bénéficiait d'un courant de sympathie mondial qui le renforçait.

### **Les résultats et la traduction de ces facteurs**

La constitution turque stipule que pour être représenté au Parlement, un parti doit obtenir 10 % des voix à l'échelle nationale. Ce dispositif antidémocratique institué après le coup d'Etat militaire réactionnaire de 1980 vise à empêcher l'émergence de tout courant politique alternatif et bien sûr la représentation du mouvement kurde. A l'échelle nationale, les résultats comparés aux dernières élections de 2011 sont les suivants :

	2011	2015	15/11
AKP votes	21.466.356	18.860.951	-12%
AKP %	49,95%	40,86%	-9,1
CHP votes	11.147.736	11.518.297	+3%
CHP %	25,94%	24,96%	-1,0
MHP votes	5.575.993	7.518.401	+35%
MHP %	12,98%	16,29%	+3,3
« Indépendants »/HDP votes	2.826.031	6.055.110	+114%
« Indépendants »/HDP %	6,58%	13,12%	+6,5
Autres votes	1.955.394	2.201.829	+13%
Autres %	4,55%	4,77%	+0,2
Total	42.971.510	46.154.588	7%

MHP= Parti de l'Action Nationaliste, droite turque ultranationaliste.

CHP= Parti de la république et du Peuple, centre-« gauche », membre de l'Internationale Socialiste a présenté un candidat commun aux présidentielles de 2014 avec le MHP...

Si spectaculaire qu'apparaisse la progression du HDP sur ce tableau, il y est même sous-estimé. En regardant au niveau des départements et des localités, un premier constat est que l'AKP recule en pourcentage de voix dans tous les départements. Son nombre de voix recule même souvent alors que 4 millions d'électeurs de plus étaient inscrits en 2015 en raison de la croissance démographique. Dans le même temps, le CHP ne bénéficie pas de ce recul. Au contraire, sa part se tasse. La baisse de l'AKP bénéficie surtout au HDP, mais également de manière significative, aux ultranationalistes du MHP qui progressent de 2 millions de voix et 3,3 points.

Schématiquement, la hausse du HDP tient à trois facteurs :

1) La faillite de la politique kurde de l'AKP. Alors que l'AKP était devenu un parti majeur dans le Kurdistan de Turquie, étant même parfois en mesure de disputer la majorité départementale à la mouvance PKK, il a été balayé ce dimanche. La fuite en avant nationaliste turque, les reniements et atermoiements de cette dernière année ont effacé la plupart des espoirs nés chez des Kurdes qui avaient placé leur espoir sur l'AKP pour une « solution politique ». L'explication ne peut pas seulement être que le HDP a pu obtenir le soutien de tel ou tel chef de tribu. L'évolution est spectaculaire :

Ağrı, l'AKP est passé de 48% en 2011 à 16% en 2015 !

Bitlis : l'AKP est passé de 51% à 21%

Siirt : l'AKP est passé de 48% à 28%

Dans le même sens, à Amed, capitale du Kurdistan de Turquie, l'AKP passe de 33% à 14%, après 35% aux élections municipales de 2014...

2) La mobilisation des Kurdes de l'Ouest et de l'émigration qui n'avaient pas de véritable raison de voter jusqu'à présent (pourquoi voter pour un « indépendant » qui n'a aucune chance ? Alors que cette année il existait l'enjeu du seuil de 10%) et ont répondu présent.

3) Mais le large succès dans la population kurde ne peut pas expliquer le score du HDP. Celui-ci a réussi à déborder dans la population turque de sensibilité de gauche et démocrate conséquente. Mais cela s'est fait de manière inégale avec comme amplificateur le mouvement de Gezi. De ce point de vu, le score à Istanbul est très intéressant : alors que l'AKP recule de 9 points (41% contre 50% en 2011), le HDP y obtient 12,4% (contre 5,3% pour le total des indépendants en 2011 donc probablement 4%) avec des scores à deux chiffres dans des zones qui ne peuvent être expliquées par la présence de Kurdes. Par exemple, dans le grand arrondissement de Kadıköy, de classe moyenne, fortement mobilisée pendant Gezi et où la gauche a une présence historique, la candidate kurde du HDK avait obtenu 6.875 votes soit 1,9% en 2011, le HDP y obtient 34.146 votes et 10,3%. Le HDP passe ainsi devant le MHP qui progresse, mais moins, tandis que le CHP réussit « l'exploit » de reculer (29% contre 31%). Ainsi, même si le mouvement de Gezi n'a pas trouvé de structuration organique et que les listes du HDP ont relativement peu laissé de place aux animateurs du mouvement, l'expression politique de l'effet démocratique de Gezi pour les Turcs oppositionnels a été le HDP. Dans une moindre mesure, le HDP obtient un score remarquable dans la principale ville de la côte égéenne en dépassant 10% alors que le mouvement kurde n'y avait jamais atteint 4%. Ces secteurs ont donc voté pour un parti présentant (et faisant donc élire)... la propre nièce d'Abdullah Öcalan, Dilek Öcalan. Cela aurait suffi pour « tuer » une campagne électorale il y a quelques années.

Le HDP progresse, mais nettement moins fortement, à Ankara , dans des villes industrielles

moyennes (Bursa, Izmit), et a fortiori en Anatolie centrale ou sur la Mer noire moyenne et occidentale où il est quantité négligeable. Dans ces départements, les difficultés économiques, la déception par rapport à l'AKP se sont traduits avant tout par le renforcement du MHP, et quelques rares fois du CHP (dans ses quelques bastions). Ainsi, le MHP a bénéficié du vote de défiance économique d'une population laborieuse apolitique préférant le discours ultranationaliste (classique en Turquie), à un CHP qui ne lui inspire que de la méfiance puisque de « gauche » et un HDP perçu comme « le parti des terroristes ».

### Et maintenant ?

Alors que les configurations sont nombreuses, pour le HDP, ce succès retentissant dessine durablement un paysage politique original de recomposition de gauche. Voici un cas de figure où la gauche révolutionnaire se recompose autour/par rapport à un mouvement d'une minorité nationale opprimée qui développe une orientation pour l'ensemble du pays sur un positionnement globalement de gauche tout en gardant en son sein des secteurs capitalistes de la minorité nationale. Difficile de savoir si une telle situation a déjà existé. En tout cas, il apparaît clair pour la gauche révolutionnaire que les enjeux de recomposition tournent dans cet espace et plus du tout dans une recherche d'alliance de l'ensemble des « socialistes » (au sens turc), les courants qui se sont tenus en dehors d'une campagne de soutien au HDP étant irrémédiablement sectaires et/ou chauvins.

L'AKP a perdu la majorité absolue. Le CHP et le MHP ne sont pas majoritaires. L'orientation du HDP est contradictoire à une coalition avec l'AKP, rien n'est envisageable en commun avec le MHP et le CHP. En conséquence, soit l'AKP va constituer un gouvernement seul et minoritaire. Cela semble peu probable au contraire d'une coalition AKP-MHP qui serait la plus logique. Ou bien, Erdoğan convoque des élections anticipées. Dans ce cas, comme il est probable que les tendances observées lors de ces élections se renforcent, il pourrait avoir recours à encore plus de répression et mobilisera des irréguliers (notamment des groupes de pseudo « solidarité avec la Syrie ») utilisés de plus en plus souvent. Cela marquerait une mutation du parti en un parti réellement fascisant. Si ce n'est pas l'hypothèse la plus probable, cette course à l'abîme ne peut être complètement écartée.

Une chose est certaine, la crise économique va s'étendre et la question kurde devra être résolue d'une manière ou d'une autre. Les deux s'articulent. Afin de pouvoir lever l'hypothèque « nationale » sur les questions sociales, une réponse politique positive aux revendications kurdes est nécessaire. Et au fond, ces élections ont montré qu'il n'y avait pas d'autre issue à moins de tenter la course à l'abîme.... Sans rien céder sur cette voie, il s'agira pour le HDP de ne pas décevoir les espoirs placés en lui en dehors de ses soutiens traditionnels et de continuer à se situer dans le camp des exploités. Gezi a permis un bol d'air frais démocratique, les mobilisations ouvrières à venir de la part d'un prolétariat dont l'écrasante majorité apprend l'abc de la politique pourraient trouver sur leur chemin un gouvernement AKP-MHP, que se passera-t-il alors ? Rien n'est certain mais des pistes étroites s'ouvrent.

**Emre Öngün**

---

**P.-S.**

\* « Elections en Turquie, un grand bol d'air frais ! » :

<https://www.ensemble-fdg.org/content/elections-en-turquie-un-grand-bol-dair-frais>